

# Bilan positif de la campagne 1957 des colonies de vacances municipales

## Que sera celle de 1958, si le gouvernement poursuit sa politique de misère ?

**D**ANS quelques semaines le bureau de la Caisse des Ecoles va se préoccuper de l'organisation des colonies de vacances pour 1958.

Qu'on ne s'étonne pas de cette prévoyance, il n'est pas trop tôt de six mois de préparation pour satisfaire à toutes les exigences d'une organisation fort complexe.

L'existence des colonies pose des problèmes nombreux : implantation, transports, installation, équipement, hygiène, alimentation, toilette, vêtements, problèmes médicaux, activités etc... Elle présente des difficultés croissantes liées d'ailleurs à la politique générale du gouvernement.

Pour l'instant bornons-nous à tirer quelques conclusions sur la campagne 1957 de nos colonies de vacances.

Nous a-t-elle apporté de réelles satisfactions ?

On peut répondre par l'affirmative, la satisfaction a été générale.

Les enfants, les parents, le personnel d'encadrement, ont reconnu unanimement que tout s'était déroulé normalement. Les buts proposés à savoir : le développement physique, la santé des enfants, leur sécurité, leurs activités de plein air, l'alimentation abondante et saine ; tout cela a été réalisé dans les meilleures conditions.

Nombreux ont été les parents qui ont pu cette année, soit individuellement, soit en groupe d'excursion, visiter les colonies de l'Isère, de la Loire ou de l'Ardèche. Tous ont confirmé l'excellence de leurs impressions.

Nous ne reviendrons pas longuement sur les lieux d'implantation particulièrement choisis du Massif Central ou des Alpes. Ils ont fait leurs preuves quant au bénéfice sanitaire que les enfants en retirent.

Nous devons mentionner les améliorations nombreuses apportées à la plupart des colonies au point de vue matériel.

Le centre ménager de Font-Bonne agrandi d'un immense bâtiment aux installations des plus confortables. Les colons d'Apinac ont pu cette année utiliser des appareils à douches.

A Belle-Combe un grand préau affectoire a pu abriter les enfants en jours de mauvais temps ; les installations sanitaires et électriques ont été également améliorées.

La colonie de Presles, malgré des états dans l'exécution des travaux dus au mauvais temps, a pu fonctionner à la satisfaction générale avec un matériel absolument neuf.

L'état sanitaire a été dans l'ensemble excellent. Pas de malade sérieux, pas d'accident grave. On ne peut guère signaler dans ce domaine que les « bobos » habituels : maux de gorge, maux de dents, indispositions passagères. Le personnel infirmier n'a pas été débordé et c'est tant mieux !

Comme cela se fait chaque année, des visites gratuites ont été passées au départ et au retour. Les augmentations de poids ont été très sensibles dans l'ensemble, encore faut-il que l'effet salutaire du changement d'air a été atteint même chez les enfants dont le poids est demeuré stationnaire.

Les progrès dans l'organisation ont été très sensibles du point de vue de l'encadrement.

Ne parlons pas du personnel de direction ou d'économat composé par la plupart des membres de l'enseignement ayant une grande expérience des colonies de vacances (certains sont fidèles à nos colonies depuis six ans).

Les autres pour leur compétence et leur dévouement.

Quant au personnel moniteurs et monitrices, il a été plus nombreux que les années précédentes. On comptait un moniteur pour dix enfants, quelquefois pour huit ou même sept comme à St-Agrève.

Le nombre des moniteurs disponibles a été beaucoup plus élevé que par le passé. C'est là un progrès incontestable. Elèves maîtres, élèves maîtresses, instituteurs et institutrices ont répondu en plus grand nombre aux propositions de la Caisse des Ecoles.

Ajoutons que les cours de moniteurs organisés à La Seyne même ont

permis à huit élèves d'obtenir leur diplôme cette année et de préparer de nombreux autres à des succès semblables.

Sans doute faut-il regretter l'absence de jeunes moniteurs qui continuent de risquer leur vie en Algérie pour des intérêts qui ne sont pas les leurs pas plus que ceux de la France. Sans doute faut-il regretter aussi que les chefs d'entreprise n'autorisent pas les jeunes ouvriers intéressés aux colonies de vacances à prendre des congés suffisants pour assurer ce service social qui est le plus important de la nation.

### L'ASPECT FINANCIER

Abordons maintenant un aspect de la question des colonies de vacances et non des moindres : l'aspect financier.

Le compte de fonctionnement de chaque colonie étant aujourd'hui arrêté, il nous est possible de faire le point d'une façon précise.

Nous voulons montrer d'une part les difficultés grandissantes dues à la hausse incessante des prix et d'autre part les efforts considérables de la Caisse des Ecoles et de la municipalité qui tiennent absolument à ce que les enfants, les familles de notre ville ouvrière ne supportent pas les conséquences d'une politique catastrophique.

Les seules dépenses d'alimentation s'élevaient en 1955 à 6.271.028 francs. Elles s'élevaient à 7.058.625 francs en 1957.

A ces dépenses d'alimentation il faut ajouter les transports, les dé-

penses de personnel, les soins médicaux, les dépenses de matériel, les jeux, etc... ce qui donne pour le fonctionnement d'ensemble :

En 1956 : 14.687.161 frs  
En 1957 : 17.611.779 frs

Compte tenu de l'ensemble des dépenses énumérées plus haut, le séjour d'un enfant est revenu à 23.200 francs en 1957 au lieu de 18.000 frs en 1956.

A ces augmentations la Caisse des Ecoles a pu faire face grâce aux efforts de la municipalité qui lui a versé cette année une subvention de 18.000.000 de francs.

Si nous n'avions que le million accordé par l'Education Nationale et les 200.000 francs de la « Jeunesse au Plein Air » il ne serait guère possible d'envoyer près de 700 enfants à la montagne. Il ne serait pas possible également de ne demander aux familles qu'une participation de 7.000 francs.

Il n'est pas mal de rappeler que certaines organisations n'hésitent pas à demander aux familles 15, 20 ou 25.000 francs pour le séjour de leurs enfants en colonie. Encore éprouvent-elles des difficultés à boucler leur budget, pour des séjours de moindre durée.

A La Seyne les travailleurs et leurs enfants ont jusqu'ici bénéficié d'avantages certains, mais les difficultés de la Caisse des Ecoles ne

doivent pas les laisser indifférents. Nous les appelons à s'unir dans notre grande association pour protester avec nous contre l'insuffisance des crédits accordés par l'Etat à ce service social national que sont les colonies de vacances.

On parle déjà de la fermeture de certains centres.

### LES COLONIES DE VACANCES EN DANGER

Les organisations laïques viennent de lancer un cri d'alarme. Nous nous associons à leur protestation car les colonies de vacances sont vraiment en danger.

Les œuvres de vie, de l'éducation, de la jeunesse, l'aide à l'enfance, ne doivent pas être des slogans de campagne électorale. En arrêtant les massacres d'Algérie on peut trouver tout de suite les moyens de parer au danger.

L'aide de l'Etat qui est actuellement de 10 frs par jour (alors qu'un seul enfant coûte 6 à 800 francs, toutes dépenses comprises) est devenue ridicule.

Il faut exiger un minimum de 100 francs si l'on veut que le mouvement des colonies qui a pris une si belle ampleur à travers le pays et à La Seyne, n'aille pas en se dégradant.

C'est pourquoi nous appelons toutes les familles à s'unir au sein de la Caisse des Ecoles, la grande organisation de tous les laïques, de tous les amis de la jeunesse et de l'enfance.

Marius AUTRAN  
adjoint au maire,  
Président de la Caisse des Ecoles.